



### ELECTRICITÉ

# Réhabilitation de la ligne Pointe-Noire/Brazzaville

Le ministre de l'Energie et de l'Hydraulique, Émile Ouosso, a lancé, le 21 août à Loudima, dans le département de la Bouenza, les travaux de réhabilitation et de renforcement du réseau de transport de l'électricité entre Pointe-Noire et Brazzaville. Confiés à la société Eni Congo, ces travaux portent sur la remise à niveau d'environ 500 Km de ligne reliant les deux capitales, incluant à la fois la modernisation et la mise en conformité des infrastructures d'électricité par le renforcement des pylônes et des conducteurs sur l'ensemble du tracé. Ils intègrent également la rénovation de neuf postes haute tension.

Page 3

Une vue des installations d'électricité dans la Bouenza/DR



### AFRIQUE CENTRALE

## Le Tchad se veut principal fournisseur de la viande fraîche

L'ambassadeur de la République du Tchad au Congo, Abdel-Kerim Ahmadaye Bakhit, a exprimé au président du Sénat congolais, Pierre Ngolo, le vœu de son pays de commercialiser sa viande dans les

Etats membres de la sous-région d'Afrique centrale y compris le Congo-Brazzaville, dans le cadre des échanges commerciaux.

L'ambition des autorités tchadiennes à travers cette

initiative est d'aider à nourrir, tant soit peu, ses voisins de la sous-région tout en leur évitant d'importer à des coûts élevés la viande congelée en provenance d'Europe et d'ailleurs.

Page 16

### MÉDIAS

## Des journalistes actualisent leurs compétences à Moscou

Du 17 au 22 août, la capitale russe, Moscou, a accueilli des journalistes venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique pour une master class destinée à actualiser leurs connaissances.

Organisée par l'agence de presse russe Sputnik, cette formation de près d'une semaine a permis aux professionnels des médias de découvrir de nouvelles méthodes et outils pour enrichir leur pratique journalistique et s'adapter aux évolutions du métier.

Page 16



Des journalistes participant à la master class

### ACADÉMIE MILITAIRE

## La force publique renforce l'opérabilité de ses composantes



Le chef d'état-major général des FAC, le général de division Guy Blanchard Okoi/Adiac

Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoi, a donné, le 22 août, à l'Académie militaire Marien-Ngouabi le coup d'envoi de la 6e édition de la manœuvre école « Maneco-6 », un exercice qui s'appuie sur un scénario fictif mettant en situation les stagiaires du cours d'état-major interarmées.

Page 6

### FOOTBALL

## La problématique des stades, sujet préoccupant

Page 13

## Editorial Attentes

Page 2

## ÉDITORIAL

## Attentes

Quels griefs les professionnels des médias ont-ils contre les nouvelles instances du Conseil supérieur de la liberté de communication (CSLC) mises en place il y a quelques jours ? Ou plutôt, quels sont les espoirs et les demandes qu'expriment ces derniers après le renouvellement de son bureau ?

Les deux questions se valent si l'on s'en tient à l'avalanche des critiques relayées par certains dans les rédactions et sur les réseaux sociaux quand a été rendu public le décret de nomination des animateurs de l'instance de régulation des métiers de la presse et de la communication en République du Congo.

Les premiers intentaient un procès en « compétences » contre les nouveaux promus avant même qu'ils n'aient eu le temps de s'installer et commencer à travailler. Les seconds prenaient le parti de l'observation positive jugeant trop prématuré de chanter pouilles à une équipe à peine constituée qui devra faire ses preuves chemin faisant.

Bien que contradictoires, ces prises de position en disent long sur l'intérêt que les opérateurs du secteur des médias accordent au travail du Conseil de qui ils attendent une réelle implication dans la concrétisation des réformes et recommandations adoptées lors d'assemblées consacrées au fonctionnement de la presse.

On ne verserait pas dans la surenchère, concernant l'ensemble des questions soulevées dans la sphère médiatique, en rappelant à la suite de Blaise Pascal que « toutes les bonnes maximes sont dans la nature, il ne nous manque qu'à les appliquer ». Il est aussi certain que plusieurs années après sa création, le CSLC n'a toujours pas de siège.

Peut-être que lui offrir cette opportunité pourrait apporter plus de sérénité dans l'exercice de ses missions alors même qu'il est question pour le CSLC, considéré à juste titre comme l'un des piliers du régime démocratique, de mieux cerner sa collaboration avec les autres institutions de la République.

Les Dépêches de Brazzaville

## VIE DES PARTIS

## Le 6e congrès ordinaire du PCT se tiendra en décembre

La coordination du comité préparatoire et d'organisation du 6e congrès ordinaire du Parti congolais du travail (PCT) s'active pour la réussite de ce grand rendez-vous prévu pour décembre prochain.



Les participants /DR

Les 41 membres de cette coordination se sont réunis, le 23 août, à l'auditorium du parti à Mpila, sous la direction du secrétaire général du PCT, Pierre Moussa, pour examiner le chronogramme relatif à la préparation et à l'organisation du 6e congrès ordinaire, son thème, l'installation des commissions et la cotisation spéciale. « Le comité préparatoire et d'organisation du sixième congrès ordinaire du PCT s'est réuni autour du bureau de la coordination pour faire le point sur ce qui a été fait depuis le 7 août, date du lancement des travaux préparatoires. Ce matin, les 41 membres du comité ont examiné le chronogramme des activités que

nous allons dérouler jusqu'au congrès qui va se tenir en décembre 2025. Nous avons regardé également avec l'ensemble des membres du comité, le thème du congrès, évoqué la question de la cotisation spéciale, ainsi que l'installation des membres des différentes commissions », a révélé le vice-rapporteur du bureau de la coordination, Antoinette Kebi.

Selon elle, au sortir de cette réunion, les participants se sont rendu compte que l'ensemble des quatorze commissions techniques et thématiques sont déjà installées, et trois sites majeurs ont été retenus. Il s'agit notamment du Palais des congrès, de l'auditorium du siège natio-

nal et le siège de la fédération PCT-Brazzaville. « Le comité préparatoire et d'organisation est la cheville ouvrière qui va tout mettre en œuvre pour que le congrès puisse se réaliser. Nous aurons des congrès départementaux avant d'arriver au congrès national de décembre », a conclu Antoinette Kebi.

Notons que sauf modification, le 6e congrès ordinaire du PCT se tiendra sur le thème « Cadres, militants et sympathisants du Parti congolais du travail, dans l'unité, la cohésion et la discipline, en avant pour la consolidation de la paix, de l'unité nationale et de la démocratie, en vue de la poursuite de la marche vers le développement ».

Parfait Wilfried Douniama

Les Dépêches de Brazzaville, Le Courrier de Kinshasa, Les Dépêches du Bassin du Congo sont des publications de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

## DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Conseillère de direction : Raïssa Angombo

## RÉDACTIONS

Direction des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

## RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédaction en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Christian Brice Elion, Rominique Nerplat Makaya  
Grand reporter : Nestor N'Gampoula  
Service Société : Guillaume Ondzé (chef de service), Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Roger Ngombé

Service Économie : Firmin Oyé (chef de service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Losselé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (cheffe de service), Fiacre Kombo, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo  
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

## LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :

Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou Durlly Emilia Gankama (cheffe de service)

## RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Chef d'agence : Victor Dosseh  
Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat - Immeuble Les Palmiers.  
Tél. (+242) 06 963 31 34

## RÉDACTION DE KINSHASA

Direction de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Rédaction : Laurent Essolomwa, Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi, Nioni Masela, Martin Enyimo  
Comptabilité, administration, ventes : Lukombo, Blandine Kapinga, Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa Gombé/  
Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

## SECRETARIAT DE REDACTION

Secrétariat général de rédaction : Gerry Gérard Mangondo  
Chef de service : Clotilde Ibara  
Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

## PAO - MAQUETTE

Chef de service PAO : Eudes Banzouzi  
Chef de service : Cyriaque Brice Zoba  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Toussaint Edgard Ibara, Jeff Tamaff

## INTERNATIONAL

Direction : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma,  
Bureau de Bruxelles : Dani Ndungidi, Adrienne Londole

## ADMINISTRATION - FINANCES

Direction : Kiobi Abira  
Assistent à la direction : Bermely Ngayouli, Emeline Loubayi  
Chef de service RHC : Vesna Mangondza, Martial Mombongo, Armelle Mounzeo  
Chef de service Audit : Arcade Bikondi, ,  
Chef de service Comptabilité : Wilfrid Meyal  
Itoua Ossinga, Mbossa Viny

## PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordination, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Hortensia Olabouré, Marina Zodialho, Sylvie Addhas, Mibelle Okollo  
Chef de service diffusion : Guylin Ngossima  
Brice Tsébé, Irin Maouakani, Christian Nzoulani, Bob Sorel Moubelé Ngono

## COMMUNICATION ET EVENEMENTIEL

Direction : Guillaume Pigasse  
Secrétariat : Presly Raëlle Mouanga Kibhat

## LOGISTIQUE ET SECURITE

Direction : Gérard Ebami Sala  
Adjoint à la direction : Elvy Bombete  
Coordonnateur :  
Rachyd Badila (Chef), Jules César Olebi, Siméon Ntsayoulo, Jean Bruno Ndokagna

## INFORMATIQUE ET NOUVEAUX MEDIAS

Direction : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate Mbengué Okandze (chef de service), Myck Mienet Mehdi, Narcisse Ofoulou Tsamaka, Darel Ongara.

## LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Responsable : Émilie Moundako Éyala  
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville

## MUSEE GALERIE DU BASSIN DU CONGO

Responsable : Maurin Jonathan Mobassi  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi, Brice Bakouma

## CENTRE DE REFLEXION SUR

## L'INTEGRATION REGIONALE

Direction : Emmanuel Mbengué

## ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepechesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo. Tél.: (+242) 06 895 06 64  
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr

Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

\*Journal imprimé dans les presses de l'Imprimerie Nouvelle du Congo, 4 rue des Galois, ZI Mpila, Brazzaville, République du Congo. Tél. +242 05 200 6565,  
eMail : contact@inc-sa.com,  
site Internet www.inc-sa.com

## ELECTRICITÉ

## Réhabilitation de la ligne de transport Pointe-Noire-Brazzaville

Le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, Émile Ouosso, a procédé le 21 août à Loudima, dans le département de la Bouenza, au lancement officiel des travaux de réhabilitation et de renforcement du réseau de transport de l'électricité entre Pointe-Noire et Brazzaville, long de 500 km.

Confiés à la société Eni Congo, ces travaux concernent la réhabilitation d'environ 500 km de ligne de 220kv reliant Pointe-Noire à Brazzaville, incluant la modernisation ou la mise en conformité des infrastructures d'électricité par le renforcement de certains pylônes et des conducteurs sur l'ensemble du tracé. Il s'agira aussi de réhabiliter neuf postes dont ceux de Mindouli, Loudima, M'Bondji et Ngoyo, incluant l'installation des compensateurs statiques aux postes de Loudima et Mindouli ainsi qu'un système de surveillance.

Remettant symboliquement un morceau de conducteur d'électricité au directeur général d'Eni Congo, Emile Ouosso espère que « les travaux de réhabilitation et de renforcement de la ligne électrique Pointe-Noire-Brazzaville vont améliorer la desserte en électricité de la population, des institutions, entreprises, des services publics et de tous ceux qui vivent sur notre territoire. La fin de tous ces travaux devra couronner la fin de tous les problèmes que nous trouvons en ce moment en tant que consommateur », a lancé le ministre de l'Énergie et de l'Hydraulique, rappelant que le résultat attendu est l'amélioration de la qualité de l'électricité.

Le directeur général d'Eni Congo, Andrea Barberi, dont la



Emile Ouosso remettant le conducteur d'électricité au DG d'Eni Congo/DR

société est déjà sur le terrain depuis un mois, a indiqué que ces travaux constituent l'ossature indispensable à l'alimentation des deux grandes villes du pays. « Aujourd'hui, en lançant le projet de modernisation du réseau électrique Pointe-Noire-Brazzaville, nous confirmons notre engagement commun à répondre aux besoins croissants du pays, tout en préparant l'avenir énergétique du Congo et de toute la sous-région. Ce projet n'est pas seulement une modernisation d'infrastructures - c'est un pont stratégique entre

les besoins pressants d'aujourd'hui et les ambitions durables de demain », a-t-il rappelé, rassurant la partie congolaise du respect des délais et de la qualité des travaux.

#### Améliorer la desserte nationale en énergie électrique

Il a également réaffirmé la détermination Eni-Congo à garantir un accès stable, sûr et durable à l'énergie pour toutes et tous, en plaçant la sécurité énergétique et la compétitivité industrielle au cœur des priorités nationales. En effet, la société italienne joue un rôle stratégique

dans l'électrification du Congo grâce à la Centrale électrique du Congo (CEC), considérée comme un véritable pilier du système énergétique national. Fruit du partenariat public-privé entre l'État congolais (80 %) et Eni Congo (20 %), la CEC produit actuellement plus de 70 % de l'électricité du pays grâce à ses trois turbines à gaz, avec un taux de fiabilité dépassant les 98 %. « Le lancement du projet de modernisation du réseau électrique Pointe-Noire-Brazzaville marque bien plus qu'une avancée technique. C'est un acte fon-

dateur, porteur d'une vision à long terme, qui scelle pour les décennies à venir la capacité du Congo à fournir une énergie fiable et durable à ses citoyens, à ses industries et à ses partenaires. Aujourd'hui, en mettant en service un réseau électrique plus robuste, plus intelligent et plus propre, nous allumons aussi l'espoir », a martelé Andrea Barberi, précisant qu'Eni Congo restera un partenaire résolu et engagé aux côtés de l'État congolais, mobilisant innovation, expertise et responsabilité.

Le directeur général de l'Énergie, Andre Nkeye, a, de son côté, rappelé que la réalisation de ces travaux traduit la volonté du gouvernement pour l'amélioration qualitative et quantitative de la desserte nationale en énergie électrique. « Enjeu économique et stratégique majeur pour les populations et pour le développement économique du pays, la remise à niveau des infrastructures de transport de l'électricité permettra de corriger les sérieuses faiblesses enregistrées, notamment les pertes techniques élevées, les pannes récurrentes, l'instabilité du transit électrique, les vulnérabilités structurelles dues à son vieillissement et aux entretiens insuffisants », a-t-il indiqué.

Parfait Wilfried Douniama

## LE FAIT DU JOUR

## Trump, Poutine, Zelensky et les «Volontaires»

Cessez-le-feu immédiat ou accord de paix global, ces deux options dominent les discussions des dirigeants américain, russe, ukrainien et européens autour du conflit en cours dans l'est du Vieux continent depuis le 24 février 2022.

15 et 18 août 2025. En fonction du ressenti des acteurs concernés, ces dates marqueront pour longtemps encore le cours des événements liés à la guerre en Ukraine. Malgré les positions encore tranchées entre les protagonistes, il semble que voir cette guerre se terminer dans les meilleurs délais soit une idée partagée. Le premier pas décisif dans cette direction a été franchi lors du sommet historique tenu en milieu du mois à Anchorage, en Alaska, par les présidents Donald Trump et Vladimir Poutine.

De l'avis des observateurs, cette rencontre a été un succès, au moins pour les symboles et le souvenir qu'elle laissera. Trump a déroulé le tapis rouge à Poutine et l'a accueilli de la plus chaleureuse des manières créant un certain électrochoc dans l'opinion. Dans la mesure où depuis l'éclatement de la guerre, il y a bientôt quatre ans, du côté de l'occident, un tel rapprochement prédisant la relance de la coopération entre les deux principales puissances militaires, Moscou et Washington, n'avait pas eu lieu, le format du sommet Trump-Poutine a marqué les esprits.

Le 18 août, quand le tour est venu pour le

président américain de recevoir son homologue ukrainien, Volodymyr Zelensky, l'Europe a souhaité être associée à la réception. La Maison Blanche a ouvert ses portes à une forte délégation européenne. En accompagnatrice de son allié, l'Europe des «Volontaires», attachée à la souveraineté de l'Ukraine, s'est présentée tout bien considérée unie.

Le président français Emmanuel Macron, la présidente du Conseil des ministres italien Giorgia Meloni, le Premier ministre britannique Keir Starmer, le Chancelier allemand Friedrich Merz, la présidente de la Commission européenne Ursula Von der Leyen, le secrétaire général de l'Otan Mark Rutte, le président finlandais Alexander Stubb, et bien sûr le chef de l'État ukrainien se sont exprimés lors d'un tour de table au cours duquel, distribuant la parole à chacun et à chacune, Donald Trump, qui était assisté entre autres de son vice-président JD Vance et de son secrétaire d'État, Marco Rubio, a incarné le rôle de manager.

Les échanges entre ces dirigeants ont eu pour point d'orgue la fin de « l'effusion de sang » entre Russes et Ukrainiens. Pour les Européens, elle passe par la conclusion rapide d'un cessez-le-feu, les garanties de sécurité pour l'Ukraine, le retour dans leurs familles des enfants ukrainiens retenus en Russie mais aussi l'échange de prisonniers. À côté de cette position quasi unanime, on

peut noter l'opinion du dirigeant finlandais dont le pays partage une frontière large de plus de 1000 km avec la Fédération de Russie. « Nous avons par le passé connu des guerres mais avons toujours fini par conclure la paix et cohabiter ; j'espère que l'on trouvera pour le conflit pour lequel je suis ici en tant que voisin de la Russie et préoccupé par les questions de sécurité, une voie vers la paix ».

À ses hôtes, Donald Trump a déclaré que la fin des hostilités pouvait intervenir sans un cessez-le-feu préalable. Citant à plusieurs reprises le nom de son homologue russe, promettant de lui rendre compte de la suite de ses entretiens, le président américain a énuméré les conflits, certains plus anciens, mais six au total, qu'il a arbitrés « avec succès » depuis son retour à la Maison Blanche le 20 janvier dernier. « Vous voyez, l'Inde et le Pakistan, cela durait depuis des années; voyez l'Azerbaïdjan et l'Arménie, il n'y a pas eu besoin d'un cessez-le-feu », a exposé le président des États-Unis, soit dit en passant candidat potentiel (?) au Nobel de la Paix qui peut-être flotterait dans les pourtours de la Maison Blanche.

Auparavant, aux côtés du président ukrainien qu'il a reçu en tête-à-tête dans le bureau ovale dans une ambiance bien plus convenable que ne l'était leur rencontre de février dernier, Donald Trump évoquait lors d'une conférence de presse conjointe le

même type de solutions à la crise : « L'adhésion de l'Ukraine à l'Otan n'est pas à l'ordre du jour; un cessez-le-feu préalable n'est pas indispensable; les garanties de sécurité pour l'Ukraine, oui, bien sûr; de nouvelles aides financières certainement pas; la vente d'armes aux pays de l'Alliance atlantique pour la cause, oui; sauver des vies en arrêtant la guerre en cours, bien entendu ».

« J'aime les Ukrainiens autant que j'aime les Russes », confessait ensuite Donald Trump non sans rejeter la faute de cette « guerre destructrice » à l'administration de son prédécesseur. Prochaine étape, une réunion trilatérale Trump-Poutine-Zelensky ? Sans la coalition des «Volontaires ? » On ne sait jamais car tout est possible. En modérant leur position vis-à-vis de l'autre belligérant (le Russe) et du principal négociateur (l'Américain), maître du jeu dans le moment présent, ils peuvent intégrer le camp de la fin de la guerre par le dialogue.

Continent de l'innovation et de la pensée, l'Europe sait que le monde ne peut pas se passer d'elle, mais si elle envisage la stabilité et la sécurité sur un long terme, elle doit se résoudre à le faire de façon globale. Les événements en cours semblent plaider en faveur d'une forme de coopération inclusive, multilatérale, moins conflictuelle et profitable à tous et bannissant la peur de l'autre ou des autres.

Gankama N'Siah

## PROGRAMME STAGI

## La première cohorte reçoit des attestations de fin de stage

La cérémonie de remise des attestations de fin de stage à un échantillon des jeunes de la première cohorte de Stagi a été couplée, le 22 août, à la signature de la lettre d'engagement entre le Fonds national d'appui à l'employabilité et à l'apprentissage (Fonea) et Eni Congo pour le placement en stage de trente jeunes congolais, ainsi que le lancement des travaux du comité de pilotage du Projet d'appui à l'intégration de la jeunesse au développement national « YouthConnekt Congo ».

Dans le cadre du programme Stagi, 115 jeunes ont été placés en stage, 500 suivent une formation sur le module « Je crée mon entreprise », 467 ont suivi le programme de mentorat et 615 ont reçu un coaching spécialisé. C'est un échantillon de cinq jeunes qui ont reçu des attestations des mains du ministre chargé de la Jeunesse et de la Formation qualifiante, Hugues Ngouelondélé, de la représentante du Programme des Nations unies pour le développement au Congo (Pnud), Adama Dian Barry, du coordinateur résident des agences du Système des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, et directeurs généraux d'Eni Congo et du Fonea.

S'agissant de la lettre d'engagement pour le placement en stage de trente jeunes congolais, elle a été signée entre le directeur général du Fonea, Robert Patrick Ntsibat, et le directeur général de la société Eni Congo, Andrea Barberi. A travers ce partenariat, Eni Congo réaffirme, à en croire son direc-



teur général, son ferme engagement en faveur de la jeunesse congolaise. « A travers Stagi, nous avons souhaité établir un véritable pont entre les aspirations de la jeunesse et les besoins concrets du marché de l'emploi. Ce programme, qui s'inscrit dans la vision du gouvernement et dans l'attention particulière qu'il porte à la jeunesse, offre aux étudiants et jeunes diplômés une

opportunité unique : acquérir une expérience pratique, comprendre les exigences du monde professionnel et développer des compétences différenciatrices. Notre conviction est simple : investir dans le capital humain, c'est investir dans l'avenir du Congo », a déclaré Andrea Barberi, précisant que ces ambitions ne peuvent être atteintes que grâce à un partenariat solide

entre acteurs publics, secteur privé et organisations internationales.

Partenaire incontournable du gouvernement dans l'autonomisation de la jeunesse, le Pnud a remercié les autorités congolaises pour avoir créé les conditions d'un accompagnement optimal aux priorités jeunesse. Adama Dian Barry a, en effet, renouvelé au gouvernement congolais l'engagement de

toutes les agences partenaires à consolider ces investissements. Quant à la deuxième cohorte de Stagi dont l'appel à candidature a été lancé au cours de cette triple cérémonie, les inscriptions se passeront en ligne à travers le site <https://fonea.cg/espacemembre>. « Je tiens à porter à notre connaissance que la deuxième cohorte du programme Stagi est désormais ouverte aux inscriptions. Les résultats encourageants de la première cohorte démontrent que l'insertion professionnelle des jeunes peut être renforcée par des dispositifs ciblés et structurés », a rappelé le ministre Hugues Ngouelondélé. Il a, par ailleurs, salué l'accompagnement des Agences du système des Nations unies et des partenaires du secteur privé, notamment la société Eni Congo, qui a pris solennellement l'engagement de recevoir en stage trente jeunes primo-demandeurs de la première promotion.

**Parfait Wilfried Douniama**

galerie CONGO  
ARTS ET EXPRESSIONS

Musée  
du Bassin du Congo

VISITEZ LE  
MUSÉE-GALERIE  
DU BASSIN DU CONGO

L'ART  
dans toutes ses  
expressions de la  
TRADITION  
MODERNITÉ

Expositions  
et projections :

- Sculptures
- Peintures
- Céramiques
- Musique

Horaires  
d'ouvertures :

Du Lundi au  
Vendredi : 9H-17H

Samedi : 9H-13H



Siège social : 84 Bd Denis-Sassou-N'Guesso,  
immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo



## SIGNATURE D'ACCORD

## Figa et Odel unissent leurs forces pour soutenir l'entrepreneuriat

La 5<sup>e</sup> édition du Forum horizon initiative et créativité (Fhic), tenue du 21 au 23 août à Pointe-Noire, a marqué une étape décisive dans la promotion de l'entrepreneuriat local. Le 22 août, à l'auditorium du Port autonome de la ville océane, s'est déroulée la signature d'une convention d'accord entre le Fonds d'impulsion, de garantie et d'accompagnement (Figa) et l'Organisation de développement des entreprises locales (Odel).

Le partenariat entre les deux structures vient renforcer les mécanismes de financement des petites et moyennes entreprises congolaises, répondant ainsi à l'ambition du Plan national de développement (PND) 2022-2026. Pour Dayi Allaire Branham Kintombo, directeur général du Figa, ce dispositif s'inscrit dans une logique de soutien concret aux entrepreneurs mis à la disposition de l'Odel par le gouvernement congolais à hauteur de cinq milliards francs CFA afin que les bénéficiaires puissent accéder à des crédits. « Le rôle du Figa n'est pas de prêter directement, mais de créer la confiance nécessaire pour que les banques et microfinances financent artisans et PME », a-t-il expliqué. De son côté, Ebeh Deschagrains, président de l'Odel, a salué « la consécration d'un travail de six mois ». À travers ce protocole, l'organisation bénéficiera d'une ligne de garantie de 5 milliards de francs CFA pour ses 75 entreprises membres. « Ce fonds va permettre de lever le frein majeur qu'est l'accès au fi-



L'échantillon des 500 bénéficiaires du crédit Kolisa et un représentant du Figa posant avec le premier ministre Anatole Collinet Makosso après la remise du chèque global/Adiac

nancement. Notre objectif est d'atteindre à terme 1 000 entreprises membres et générer près de 8 000 emplois. C'est un signal fort pour l'économie locale », a-t-il affirmé.

#### Dix bénéficiaires reçoivent symboliquement leurs chèques Kolisa

Moment attendu du Fhic 2025, la remise des chèques du crédit Kolisa à dix bénéficiaires repré-

sentatifs des 500 entrepreneurs sélectionnés a donné une résonance particulière à la rencontre. Initialement plafonné à 250, ce quota a été doublé à la demande du Premier ministre Anatole Collinet Makosso, parrain de l'événement, lors de son allocution d'ouverture. C'est au total donc 63,8 millions de francs CFA qui seront répartis entre les 500 récipiendaires issus de divers secteurs : de la

restauration à la vente en ligne, en passant par l'habillement, la cosmétique et la coiffure. Les montants varient de 100 000 à 1 000 000 FCFA, selon la solidité des projets. Parmi les lauréats, l'on compte Doriane Mayoukou, Kaya Séraphine Maryse, Prince Jospin Sitou, Sarah Paka Zoulouka ou encore Ricci El Louemba, qui a reçu un million de francs CFA. « Je suis très contente de pouvoir recevoir ce chèque

qui m'a été offert pour faire avancer mon activité, la vente d'habillement », a confié Ricci El Louemba.

Brice Makaya, directeur adjoint du Figa, a tenu à rappeler les étapes du processus : dépôt et analyse des dossiers, vérification sur le terrain, contre-expertise de la microfinance, puis validation et décaissement effectif dans un délai de deux semaines. « Aujourd'hui, vous êtes 500 à recevoir ce financement Kolisa grâce aux projets que vous avez présentés. Nous vous souhaitons bon vent dans vos activités et vive l'entrepreneuriat », a-t-il lancé, sous les applaudissements. Au-delà des chiffres, le Fhic s'impose comme une plateforme de dialogue et de soutien, fédérant désormais toutes les catégories sociales autour des défis socio-économiques. Pour Pointe-Noire, capitale économique du pays, la signature de la convention Figa-Odel et la distribution des crédits Kolisa apparaissent comme des leviers stratégiques pour stimuler l'innovation et renforcer le tissu entrepreneurial local.

Merveille Jessica Atipo

## POINTE-NOIRE

## Echanges sur la créativité et l'employabilité des jeunes

La cinquième édition du Forum horizon initiative et créativité (Fhic) a été ouverte, le 21 août, à Pointe-Noire en présence d'Anatole Collinet Makosso, Premier ministre, chef du gouvernement, parrain de ladite édition.

Après Brazzaville, Dolisie et Impfondo, la 5<sup>e</sup> édition du Fhic se tient dans la ville océane sur le thème « Ponténégrins et ponténégrines, unissons nos forces et agissons pleinement dans le processus de développement de notre pays par le travail et la créativité ». Pendant trois jours, les jeunes, les experts, les directeurs généraux d'entreprises, les représentants d'organisations de la société civile, les experts... vont échanger autour des problématiques liées à l'emploi des jeunes et à leur autonomisation. Une vision chère au président de la République, chef de l'Etat, et une préoccupation constante du gouvernement que dirige Anatole Collinet Makosso, parrain de l'événement. « Le Forum horizon initiative et créativité est une plateforme d'opportunités, un accélérateur de créativité et d'employabilité des jeunes. Il est aussi un catalyseur de l'initiative privée. Que les jeunes profitent à travers cet événement de toutes les opportunités offertes à eux », a dit Evelyne Tchitchelle Moe Poaty,

mairie de la ville en accueillant ses hôtes.

Le Fhic allie à la fois ambition, talent et engagement citoyen, en vue de la création d'emplois et l'entrepreneuriat en lien avec la vision du chef de l'Etat sur l'emploi des jeunes afin de bâtir le Congo de demain. Il est aussi la matérialisation de l'appui de la société civile au gouvernement dans la mise en œuvre de son programme. Coordinatrice générale et présidente exécutive du Fhic, Aline France Etokabeka a, après avoir présenté l'événement, remercié vivement les plus hautes autorités du pays et tous les partenaires qui soutiennent et accompagnent l'initiative depuis son lancement à Brazzaville et dont le succès ne fait que croître à chaque édition. « Au regard de cette grande mobilisation, la 5<sup>e</sup> édition du Fhic nous laisse percevoir cet espace de partage et d'échanges autour de l'entrepreneuriat par la créativité. Elle est désormais bien ancrée dans la mémoire collective des Congolais », a ajouté Pierre Mabiala, ministre

d'Etat, ministre des Affaires foncières et du Domaine public chargé des relations avec le Parlement, parrain d'honneur du Fhic.

L'engouement et la mobilisation autour de cet événement ne se démentent plus. Premier ministre, chef du gouvernement, Anatole Collinet Makosso s'est exprimé à propos en disant : « Je me réjouis de voir à travers le pays la grande mobilisation des cadres, des associations, des entreprises, rivalisant d'ardeur et de générosité pour s'intéresser à la lancinante question d'emplois des jeunes, car l'on ne le dira jamais assez, la problématique de l'emploi des jeunes ne peut être laissée à la charge d'un seul acteur, fut-il public. Elle nécessite une approche holistique et un engagement soutenu de la part tant des pouvoirs publics que des entreprises, des partenaires au développement, des organisations de la société civile et les jeunes eux-mêmes. Dans cette approche holistique, le rôle de l'Etat est de mettre en place une

politique publique de création d'emplois, les entreprises participent en offrant aux jeunes des stages et les opportunités d'embauche et les organisations de la société civile se chargent d'accompagner, de sensibiliser et d'encadrer les jeunes dans leur quête d'emplois et le développement de compétences. C'est, à mon point de vue, tout le sens à donner à cette haute impulsion de son excellence M. le président de la République, chef de l'Etat lorsqu'il déclarait : 2024, année de la jeunesse, année prolongée jusqu'en 2026 ».

Selon Anatole Collinet Makosso, « afin de matérialiser cette orientation de son excellence Monsieur le président de la République, le gouvernement a mis en place un programme d'accélération de la mise en œuvre du Plan national de développement (PND) et de la prise en charge des aspirations de la jeunesse dont l'une des articulations porte sur l'employabilité, l'entrepreneuriat, l'édu-

cation et l'accompagnement des jeunes ».

Depuis quelque temps, le gouvernement a entrepris des réformes très audacieuses pour gagner le pari de l'emploi et de l'employabilité des jeunes. Des actions qui nécessitent une grande sensibilisation auprès de l'opinion nationale. Le Fhic est l'un des moyens pour rendre visibles ces actions. Ainsi, Juste Désiré Mondelé, ministre de l'Assainissement urbain, du Développement local et de l'Entretien routier, en présentant le premier panel sur « l'Emploi vert », a édifié les participants sur la multitude d'opportunités offertes par ce concept innovant mais pourvoyeur de beaucoup de métiers. De son côté, Ghislain Thierry Maguessa Ebomé, ministre de l'Enseignement technique et professionnel, a exposé sur les opportunités d'emplois disponibles dans son département à travers les collèges et lycées d'enseignement technique, mais aussi les centres et structures d'enseignement professionnel.

Hervé Brice Mampouya

## ACADÉMIE MILITAIRE MARIEN-NGOUABI

## Lancement de la manœuvre école « Maneco-6 »

Le chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), le général de division Guy Blanchard Okoi, a lancé, le 22 août, à l'Académie militaire Marien- Ngouabi la 6<sup>e</sup> édition de la manœuvre école « Maneco-6 » dé baptisée « Opération Tambo ».

Organisée par le commandement des écoles, la Maneco-6 est un exercice de poste de commandement (CPX). Elle s'appuie sur un scénario fictif mettant en situation les stagiaires du cours d'état-major interarmées (DEMIA), du cours des futurs commandants d'unité (CFCU) et les élèves-officiers d'active de la 29<sup>e</sup> promotion (EOA 29), avec implication des personnels des forces armées congolaises, de la gendarmerie nationale, de la police nationale, des services de douanes et des eaux et forêts.

Selon le commandant des écoles des FAC, le colonel-major Jean Pierre Bouka, les attendus de cet exercice se résument à une meilleure appropriation du processus décisionnel dans le cadre de l'action d'un groupement des forces mixtes, et/ou d'un sous- groupement tactique interarmes, en mettant en exergue l'employabilité des systèmes d'information et de communication.

Scénario de l'exercice, après reconquête, le groupement de forces mixtes contrôle et sécurise une vaste zone frontalière liquide et terrestre en proie à des violences et trafics illicites, perpétrés par des



groupes armés hostiles bénéficiant des complicités d'éléments appartenant à un Etat voisin.

En effet, cet exercice qui va durer dix jours vise à accroître la capacité des écoles à monter, planifier et conduire un exercice intercomposante, développer l'interopérabilité entre les forces armées (terre-

mer-air), les forces de sécurité intérieure et les organismes paramilitaires impliqués, consolider les savoir-faire des élèves et stagiaires acquis durant la formation. « La manœuvre école, loin d'être une activité scolaire du cursus des élèves officiers et officiers-élèves, est entrée dans une dimension

de préévaluation des capacités avant affectation où assignation à un poste de commandement. En ce sens, la présente édition 2025 revêt deux particularités : la première concerne le renforcement de l'opérabilité entre les différentes composantes de la force publique et autres ad-

ministrations, contribuant à la défense de nos espaces. Si la pratique de coordination inter administration prend corps objectivement dans le domaine de la sécurité et sûreté maritime et fluviale, elle est encore sous la forme de frémissement dans les autres théâtres d'opérations », a déclaré dans son mot de circonstance le chef d'état-major général des FAC, le général de division Guy Blanchard Okoi.

« Le caractère protéiforme des menaces et d'émergences de nouvelles routes de la guerre, a-t-il conclu, implique une réponse assurément multidimensionnelle. En effet, sur le théâtre des opérations aucune victoire ne s'obtiendra seule et aucune victoire ne s'est jamais obtenue avec une force toute seule. Le succès reposera toujours comme par le passé sous la synergie des efforts, le partage des connaissances, la culture partagée de la mission et un engagement sans faille, telle est l'ambition affichée en associant les cadres de la force publique et ceux du système paramilitaire ».

Guillaume Ondze



#### AVIS D'APPEL D'OFFRES Acquisition et Installation d'un Système de Contrôle d'Accès Digitalisé

UNFPA-CONGO invite les entreprises qualifiées à soumettre une offre pour l'acquisition et l'installation d'un système de contrôle d'accès biométrique par empreintes digitales.

Ce système a pour objectif de renforcer la sécurité du bureau, de contrôler l'accès à différentes zones et de garantir une gestion efficace et une traçabilité des entrées et sorties du personnel.

#### Services attendus

#### L'offre doit inclure :

- La fourniture, l'installation et le câblage complet des équipements.
  - La configuration du système.
  - La formation du personnel informatique.
  - Une proposition de contrat de maintenance et de support technique.
- Une visite technique obligatoire des lieux est requise pour soumettre une offre complète.

#### Modalités de soumission

Les termes de référence (TDR) complets sont disponibles sur le site : <https://congo.unfpa.org/fr>

Les offres doivent être soumises exclusivement par courriel à l'adresse suivante : [procurement.congobrazzaville@unfpa.org](mailto:procurement.congobrazzaville@unfpa.org)

La date limite de soumission des offres est fixée au 5 septembre 2025. Pour toute information supplémentaire, veuillez contacter le Bureau de l'UNFPA Brazzaville, situé rue Crampel (en face de la BDEAC), Centre-ville. Téléphone : +242 05 521 67 00.



#### ASSISTANT EN COMMUNICATION (H/F), WWF-CONGO Référence : WWF-AC 1-RoC

Dans le respect de ses valeurs : le courage, la collaboration, le respect et l'intégrité, le WWF recherche pour son bureau en République du Congo, un Assistant en Communication (H/F), dynamique et engagé.e, qui sera basé.e à Sembé (déplacements réguliers sur le terrain à prévoir).

Principales fonctions : L'assistant(e) en communication assurera la mise en œuvre opérationnelle du plan de communication stratégique du projet, contribuant à une meilleure visibilité et l'atteinte des objectifs en matière d'influence politique et d'engagement du projet auprès des communautés ciblées. Il/elle travaillera en étroite collaboration avec le Chef de projet People Powering Biodiversity et le Chargé de la communication du programme WWF en République du Congo.

Les candidats intéressés sont invités à soumettre leur dossier de candidature : (CV et lettre de motivation) à l'adresse suivante : [applications@wwfcgo.org](mailto:applications@wwfcgo.org)

Date limite de soumission des candidatures :

09 septembre 2025.

Pour plus de détails, veuillez consulter l'offre sur notre page Facebook WWF Congo.

## TICAD-9

## Le Japon innove son partenariat avec l'Afrique

La neuvième Conférence internationale de Tokyo pour le développement de l'Afrique (Ticad-9) s'est conclue à Yokohama, le 22 août, sur une note d'optimisme, affirmant un partenariat stratégique entre l'Afrique et le Japon.

La Déclaration de Yokohama souligne l'engagement commun à co-créer des solutions innovantes, face aux défis économiques et géopolitiques croissants.

La ville japonaise de Yokohama a accueilli la Ticad-9, du 20 au 22 août, rassemblant des dirigeants africains et japonais ainsi que des représentants d'organisations internationales telles que l'Union africaine, l'ONU, le Programme des Nations unies pour le développement et la Banque mondiale. À l'issue de cette rencontre, les participants ont adopté la Déclaration de Yokohama, réaffirmant leur volonté de « co-créer des solutions innovantes avec l'Afrique » pour faire face aux défis contemporains. La Ticad, fidèle à son esprit fondateur établi en 1993, se positionne comme un espace unique de coopération multilatérale, prônant une approche basée sur l'appropriation africaine et des partenariats équitables.

Dans un contexte de ralentissement économique mondial, d'endettement croissant des pays africains et d'inégalités persistantes, la déclaration souligne l'urgence d'agir pour transformer ces défis en opportunités.

Les conclusions de la conférence s'articulent autour de trois piliers fondamentaux. Au plan économique, le besoin de mobiliser des financements pour soutenir le développement économique a été mis en avant. Les pays participants ont convenu de travailler à l'amélioration de la notation de crédit des nations africaines, à la promotion des partenariats public-privé et à la mise en avant de l'emploi décent, notamment pour les jeunes et les femmes. L'engagement en faveur de la Zone de libre-échange continentale africaine a également été réaffirmé comme un levier clé pour stimuler le commerce intra-africain.

La Ticad-9 a souligné l'importance de l'innovation numérique, de l'éducation de qualité, de la santé et de la sécurité alimentaire. Les dirigeants japonais se sont engagés à appuyer les initiatives d'agriculture intelligente face au climat et à développer des pôles d'innovation dans le domaine de l'intelligence artificielle, renforçant ainsi les capacités technologiques du continent. Bien que des progrès démocratiques aient été reconnus, les participants ont exprimé des inquiétudes face

aux conflits et au terrorisme. Une action concertée a été demandée pour renforcer la sécurité humaine, un enjeu essentiel au cœur des relations entre l'Afrique et le Japon. La Déclaration de Yokohama appelle également à des investissements accrus dans les infrastructures, les chaînes de valeur industrielles et l'économie bleue, tout en soulignant l'importance d'accélérer la transition numérique et écologique.

En capitalisant sur sa jeunesse dynamique et ses ressources naturelles, l'Afrique est encouragée à devenir un acteur majeur du commerce et de l'innovation à l'échelle mondiale, soutenue par les efforts du Japon et de ses partenaires. Plus qu'un simple engagement financier, la Ticad-9 met l'accent sur la co-création de solutions innovantes, établissant ainsi une relation de partenariat stratégique et équitable entre l'Afrique et le Japon. Cette collaboration vise non seulement à accompagner la transformation structurelle du continent, mais aussi à bâtir des sociétés inclusives et résilientes, inscrivant l'Afrique au cœur d'un ordre international libre, ouvert et juste.

Fiacre Kombo

## ENCLAVEMENT AFRICAIN

## De l'isolement à la connexion stratégique

Face aux désavantages logistiques et commerciaux, l'Afrique enclavée s'allie à l'ONU et à des initiatives régionales comme le Maroc Atlantique pour transformer son handicap géographique en levier géoéconomique.

Une mutation qui interroge les équilibres régionaux et la gouvernance mondiale. Par-delà les frontières, un nouvel agenda se dessine pour les seize pays africains privés d'accès à la mer. Marginalisés dans le commerce mondial, tributaires de corridors instables et freinés dans leur industrialisation, ces États - de l'Éthiopie au Zimbabwe - concentrent un paradoxe : riches en ressources, pauvres en débouchés. La conférence de l'ONU sur les pays sans littoral, qui vient de se tenir à Awaza, dans le Turkménistan, a voulu rompre avec cette logique en dévoilant une feuille de route structurante. Derrière la technicité des réformes prônées - intégration régionale, numérisation douanière, modernisation logistique - se joue une bataille plus vaste : celle de la souveraineté économique. L'intégration par la Zone de libre-échange continentale africaine (Zlécaf) permet déjà de rediriger les flux vers des marchés intra-africains en croissance, tandis que les gains des corridors logistiques - comme celui de l'Afrique de l'Est - montrent que l'efficacité peut naître de la coopération.

En Afrique centrale, où l'enclavement est aggravé par des conflits et une gouvernance fragile (Centrafrique, Tchad), ces avancées restent cependant embryonnaires, freinées par une instabilité politique structurelle. Mais le tournant pourrait venir de l'extérieur du cadre onusien. À l'instar de l'initiative Maroc Atlantique, qui ambitionne d'offrir aux pays sahéliens un accès stratégique à l'Atlantique via des infrastructures modernes, la géopolitique du désenclavement prend une nouvelle dimension. Ce projet, en apparence logistique, s'inscrit dans une dynamique plus large de rééquilibrage géoéconomique, où le Maroc cherche à renforcer son rôle pivot entre l'Afrique de l'Ouest et l'Europe. Pour le Sahel, c'est l'opportunité d'un ancrage alternatif face à un environnement régional sous tension - notamment avec le recentrage de l'AES sur des enjeux de souveraineté.

Dans cette reconfiguration, le numérique s'affirme comme catalyseur. Si les exportations digitales des pays enclavés ne représentent encore que 0,3 % des flux mondiaux, leur croissance est fulgurante. Les services en ligne, insensibles aux barrières physiques,

pourraient à terme compenser le déficit d'accès aux marchés maritimes - à condition que les inégalités d'accès au haut débit et à la 4G soient corrigées.

Enfin, les minéraux critiques et le tourisme ouvrent d'autres horizons. Ressources convoitées pour la transition énergétique mondiale, afflux touristique post-Covid, démographie jeune : les atouts ne manquent pas. Mais sans réforme structurelle de l'architecture financière internationale - dette, fiscalité, investissements - point de développement durable. Comme l'a martelé la Cnuced à Séville : pas de prospérité sans cohérence des systèmes. Le désenclavement n'est plus une simple affaire de routes ou de ports, mais une question de stratégie collective, d'intelligence économique et de volonté diplomatique. Pour l'Afrique centrale comme pour l'ensemble des pays enclavés, c'est un test grandeur nature de solidarité régionale et de leadership. Car l'alternative n'est pas seulement entre isolement et intégration, mais entre survie subie et développement choisi.

Noël Ndong

## CRISE AU SOUDAN DU SUD

## L'ONU craint une expansion du conflit

Les affrontements entre les forces gouvernementales et celles de Riek Machar intensifient les inquiétudes sur l'instabilité au Soudan du Sud. Avec des millions de personnes affectées, souligne un rapport onusien, les perspectives d'une résolution pacifique s'éloignent.

La situation au Soudan du Sud s'aggrave, tandis que des affrontements violents éclatent entre les partisans du président Salva Kiir et ceux de son rival, le vice-président Riek Machar. Le climat de tensions politiques, exacerbé par l'arrestation de Machar en mars dernier, suscite des inquiétudes croissantes quant à la possibilité d'un retour à la guerre civile, près de sept ans après la fin d'un conflit qui a coûté la vie à environ 400 000 personnes entre 2013 et 2018.

Lors d'une récente réunion du Conseil de sécurité des Nations unies, Martha Pobe, sous-secrétaire générale de l'ONU pour l'Afrique, a mis en garde contre une escalade des conflits. « La posture actuelle de l'armée et les opérations en cours risquent de provoquer davantage de violence et d'exacerber les tensions entre les communautés », a-t-elle déclaré. Ce déchaînement de violence a des implications non seulement pour le Soudan du Sud, mais également pour l'ensemble de la région, menaçant d'entraîner l'implication de pays voisins.

L'ingérence des acteurs régionaux dans les affaires du Soudan du Sud a longtemps été une source de préoccupation. Fin juillet, des échanges de tirs entre les forces sud-soudanaises et l'armée ougandaise ont fait au moins six morts près de la frontière. L'Ouganda, qui avait un temps soutenu Kiir avec des troupes, est régulièrement accusé d'interférer dans la politique interne du Soudan du Sud. Ce précédent interroge les vulnérabilités des structures de pouvoir dans le pays et leurs liens complexes avec leurs voisins.

La fragilité du Soudan du Sud est exacerbée par une crise humanitaire alarmante : plus de 7,7 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, évoluent en situation d'insécurité alimentaire grave. Des facteurs tels que la corruption, l'instabilité politique et les conflits communautaires entravent les efforts humanitaires et le rétablissement de la paix. Le gouvernement a récemment annoncé un report des premières élections depuis l'indépendance, désormais programmées pour décembre 2026, mais de nombreux experts doutent que les conditions soient réunies pour garantir un processus électoral sûr et fiable.

Dans ce climat d'incertitude, le risque de violence généralisée devient de plus en plus probable. La communauté internationale appelle les dirigeants sud-soudanais à agir de manière constructive. « Ils doivent se concentrer sur l'application d'un accord de paix et préparer un environnement propice à des élections pacifiques », a insisté Martha Pobe. Dans un contexte régional déjà fragile, ajoute la responsable onusienne, l'absence d'efforts sincères pour rétablir la paix ne fera qu'augmenter les tensions.

F.K.

PRIMAIRE  
LE MINISTRE DE LA RÉPUBLIQUE  
LE MINISTRE DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

SOUS LE PATRONAGE DE MONSIEUR LUC JOSEPH OKIO, MINISTRE DÉLÉGUÉ AUPRÈS  
DU PREMIER MINISTRE, CHARGÉ DE LA RÉFORME DE L'ÉTAT

Désordre AMBITION

ORGANISENT

**LES MATINÉES DE LA PERFORMANCE**

Thème : « Gouvernance et résilience des organisations au Congo : comment articuler suivi-évaluation, gestion des risques et continuité d'activité ? »

**CE 29 AOÛT 2025**  
**A L'HÔTEL GRAND LANCASTER**  
**DE 7H30 - 12H30**

INSCRIPTION GRATUITE ET OBLIGATOIRE

lesmatineesdelaperformance@gmail.com  
+242 067938105 / +242 056912240



Oeuvre artistique de Sarah Paul



**Critiques**  
DU MONDE

1<sup>ÈRE</sup> EDITION

# MWASSI

*Les films d'Afrique ô féminin*

**25 > 07**  
 AOÛT SEPT  
 2025

**Congo**  
Brazzaville

Commissaire:  
PIERRE-MANAU NGOULA

- Projection de films
- Tables rondes et échange
- Ateliers de formation

Contact :

+ 242 06 490 38 07

## MODERNISATION DE LA FONCTION PUBLIQUE

## Les Nations unies réitèrent leur soutien au Congo

Reçu le 22 août à Brazzaville par le ministre d'Etat, ministre de la Fonction publique, du Travail et de la Sécurité sociale, Firmin Ayessa, le coordonnateur résident du Système des Nations unies au Congo, Abdourahamane Diallo, a salué les efforts en cours avec l'appui de la Banque mondiale dans la modernisation de la Fonction publique.

Selon le diplomate onusien, les agences des Nations unies telles que le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud) seront mises à contribution pour aider le ministère chargé de la Fonction publique à parachever l'opération d'enrôlement biométrique des agents civils de l'Etat, lancée en 2023. Les deux personnalités ont salué l'excellence des rapports qu'entretiennent la République du Congo et le Système des Nations unies dans son ensemble et en particulier avec le Bureau international du travail. Abdourahamane Diallo a rappelé que le Congo occupe une place spéciale au sein de cette agence onusienne spécialisée dans les questions du travail. « C'est avec un grand plaisir d'être reçu par le ministre d'Etat Firmin Ayessa, de le retrouver. C'était important de venir échanger avec l'ainé, l'homme d'Etat et l'homme



Abdourahamane Diallo reçu par Firmin Ayessa/Adiac

d'expérience. Je suis venu recueillir ses orientations aussi sur la façon de naviguer et d'accompagner le grand Congo. Je tenais à le féliciter pour son leadership à la tête de ce ministère qui est au cœur de l'agenda socio-économique du pays », a déclaré le nou-

veau coordonnateur résident des agences du système des Nations unies.

Firmin Ayessa et Abdourahamane Diallo ont, par ailleurs, passé en revue les grands chantiers en cours au sein du ministère, fruits de la coopération fructueuse avec l'Organisation internatio-

nale du travail (OIT) depuis 2021. Il s'agit, entre autres, de l'élaboration et la mise en place de la feuille de route de la République du Congo (2023-2025) en tant que pays pionnier de l'alliance 8.7 pour éradiquer le travail forcé, l'esclavage moderne, la traite des êtres humains et

le travail des enfants, conformément à la cible 8.7 des ODD. A cela s'ajoutent l'élaboration et la mise en place du premier Programme de promotion du travail décent (PPTD 2023-2026), ainsi que du profil national de la sécurité et de la santé au travail en République du Congo.

Le Congo a été désigné récemment « Pays pilote », porteur de la voix de l'Afrique au sein de la Coalition mondiale pour la justice sociale. En effet, le ministre d'Etat Firmin Ayessa a présenté, le 12 juin, à Genève en Suisse, au Forum mondial de haut niveau de la coalition mondiale, le plan d'action (2025-2026) de la République du Congo. C'est ainsi qu'Abdourahamane Diallo a réitéré fermement l'engagement des agences du Système des Nations unies à accompagner le Congo dans la mise en œuvre de ce plan. Notons que le Congo est membre de l'OIT depuis 1960.

Parfait Wilfried Douniama

## QATAR-AFRIQUE

## La nouvelle route de l'influence

Avec 300 milliards de dollars à investir, Doha initie une tournée inédite dans dix pays africains, combinant diplomatie active, investissements massifs et ambitions de repositionnement stratégique face aux grandes puissances et aux monarchies du Golfe.

Doha déploie ses ambitions sur le continent africain avec une tournée diplomatique et économique sans précédent. Cheikh Al Mansour Bin Jabor Bin Jassim Al Thani, envoyé spécial de l'émir, propose des investissements massifs dans dix pays, avec à la clé une redistribution des cartes géopolitiques, économiques et sécuritaires. Le Qatar change de dimension en Afrique. Longtemps cantonné à un rôle de médiateur discret, l'émirat franchit aujourd'hui un cap stratégique avec une promesse d'investissement de 300 milliards de dollars, en grande partie dédiée à l'Afrique. C'est le conglomérat Al-Mansour Holding, dirigé par Cheikh Al Mansour Bin Jabor Bin Jassim Al Thani, cousin de l'émir Tamim Ben Hamad Al Thani, qui est

le bras opérationnel de cette offensive d'influence.

#### Une tournée ciblée sur les richesses critiques

Entamée le 13 août, la tournée du Cheikh traverse dix pays clés : RDC, Zambie, Tanzanie, Angola, Botswana, Burundi, Gabon, Mozambique, Zimbabwe et Centrafrique. Ces États partagent un atout stratégique : une abondance de ressources critiques — cobalt, cuivre, lithium, pétrole, gaz, terres rares — indispensables à la transition énergétique mondiale. « Notre objectif est clair : bâtir des ponts durables entre Doha et l'Afrique sur la base d'un partenariat mutuellement bénéfique », a affirmé Cheikh Al Mansour à Lusaka.

#### Des chiffres inédits

RDC : plus de 20 milliards USD, ciblant mines, hydro-

carbures, agriculture, infrastructures. Zambie : 19 milliards USD signés avec le président Hichilema, sur sept secteurs dont la finance et les télécommunications. Burundi, Botswana, Gabon : 5 à 10 milliards USD chacun, pour des projets touchant les infrastructures, les ressources naturelles et la cybersécurité. Chaque escale inclut des engagements sur le transfert de compétences, la création d'emplois et des partenariats logistiques, notamment via Qatar Airways, sur le modèle du Rwanda.

#### Une diplomatie économique ancrée dans les rivalités globales

Cette initiative s'inscrit dans une stratégie plus large, où Doha combine «soft power» diplomatique et «hard

power» financier. Déjà médiateur dans des crises régionales (Darfour, Djibouti-Erythrée, RDC-Rwanda), le Qatar mise désormais sur ses actifs souverains via le Qatar Investment Authority (plus de 557 milliards USD) pour s'ancrer durablement dans le tissu économique africain. « Le Qatar s'inscrit dans une stratégie d'influence structurelle, là où les autres acteurs se positionnent souvent dans l'urgence ou la captation rapide des ressources », analyse un expert du Geopolitical Futures Forum.

#### Entre Golfe et grandes puissances : un repositionnement global

L'initiative intervient dans un contexte de rivalité croissante entre monarchies du

Golfe, notamment avec les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite, déjà implantés en Afrique. Pour le Qatar, l'Afrique devient un levier de diversification post-hydrocarbures et un vecteur d'influence face aux grandes puissances occidentales et asiatiques.

#### Vers un « moment Qatar » ?

Cette tournée pourrait annoncer un réalignement des partenariats économiques en Afrique, sur fond de nouvelle guerre des ressources. Si les engagements se concrétisent, le Qatar pourrait s'imposer comme un acteur stratégique de l'Afrique post-covid et post-pétrole, apportant capitaux, expertise et diplomatie d'équilibre.

Noël Ndong



# TOUTE L'ACTUALITÉ DU BASSIN DU CONGO

## ▶ EN VIDÉO

☎ (+242) 06-929-4505

✉ info@adiac.tv

📍 84, Boulevard Denis Sassou N'Guesso  
Brazzaville, République du Congo

[www.adiac.tv](http://www.adiac.tv)



## INFRASTRUCTURES

## La ville de Mbuji-Mayi en pleine renaissance

Longtemps reléguée aux oubliettes dans l'exécution des programmes gouvernementaux, la ville de Mbuji-Mayi, à l'instar de plusieurs autres agglomérations du Grand Kasai, a enfin vu son sort s'inverser.

La ville est en pleine transformation, revêtant d'une nouvelle robe alliant modernité et efficacité. Et ce, grâce à la volonté politique affirmée du président Félix-Antoine Tshisekedi Tshilombo, déterminé à corriger les injustices du passé. Il a posé les jalons de projets ambitieux pour revitaliser l'économie de cette province et améliorer les conditions de vie des citoyens. Parmi les réalisations phares figure la métamorphose spectaculaire de l'Université de Mbuji-Mayi, désormais dotée d'infrastructures modernes, dignes des standards internationaux. Déjà existante en tant qu'institution communautaire, elle bénéficie désormais de nouvelles infrastructures pour accroître



La touche de modernisation est bien perceptible/DR

sa capacité d'accueil et la qualité de ses formations. Ce projet s'inscrit dans un vaste programme de modernisation des établissements de l'enseignement

supérieur en RDC, qui inclut notamment l'UPN, l'Unikin, HEC (ex-ISC), et l'INBTP, sans oublier les universités d'autres provinces. Avec ces avancées,

les étudiants congolais disposent désormais de meilleures conditions d'apprentissage, réduisant ainsi l'attrait de l'exil académique à l'étranger.

Outre le secteur de l'éducation, plusieurs autres chantiers structurants ont été lancés à Mbuji-Mayi : la réhabilitation de l'Hôpital général, la modernisation de l'aéroport de Bipemba, ainsi que la construction et la réhabilitation des voiries urbaines jusque-là inexistantes. La ville se transforme progressivement, portée par une volonté politique claire : faire d'elle un pôle de développement et de modernité au cœur du Grand Kasai. La ville connaît, pour ainsi dire, une phase de modernisation axée sur les infrastructures de base, notamment des travaux de réhabilitation de la Route nationale numéro 1, avec un projet de 7,871 km avancé à bon rythme.

Sylvain Andema

## EST DE LA RDC

## L'ONU déplore la persistance des violences

La sous-secrétaire générale de l'ONU pour l'Afrique, Martha Ama Akyaa Pobe, a exprimé, le 23 août, devant le Conseil de sécurité sa vive inquiétude face à la persistance des hostilités dans l'Est de la République démocratique du Congo (RDC), en dépit des progrès réalisés sur le plan diplomatique ces derniers mois.

« Malheureusement, la situation sécuritaire sur le terrain ne reflète pas les avancées diplomatiques réalisées. Les parties concernées n'ont pas encore respecté les obligations qui leur incombent au titre de la résolution 2773 du Conseil de sécurité. » En juillet, sous l'égide des États-Unis, les ministres des Affaires étrangères de la RDC et du Rwanda ont signé un accord de paix à Washington. Toutefois, le groupe rebelle du M23, absent des négociations, a rapidement rejeté les termes de cet accord, affirmant « ne pas y être engagé ».

Une position confirmée par le représentant permanent de la RDC auprès des Nations unies, Zénon Mukongo Ngay, qui a dénoncé l'attitude du Rwanda et de ses alliés sur le terrain : « En dépit de toutes ces initiatives de paix, les récents développements nous amènent à douter de la sincérité de l'engagement du Rwanda et de ses supplétifs de l'AFC/M23, qui continuent de bafouer les obligations issues de l'Accord de paix de Washington et de la Déclaration de principes de Doha », a affirmé Zénon Mukongo Ngay, représentant permanent de la RDC à l'ONU.

Du côté rwandais, on retourne les accusations en critiquant la politique intérieure congolaise. Kigali justifie son implication en se présentant comme défenseur d'une partie marginalisée de la population congolaise, une position vivement contestée au regard du droit international. « L'intégrité territoriale de la RDC est incontestable, tout comme celle de ses voisins, y compris le Rwanda. Le respect de la souveraineté et des responsabilités des États membres de l'ONU inclut un traitement équitable de tous les citoyens. La souveraineté implique des devoirs. La RDC doit cesser de marginaliser une partie de sa population ou de la traiter comme inférieure », a indiqué, de son côté, Martin Ngoga, représentant permanent du Rwanda à l'ONU.

Parallèlement, une médiation conduite par le Qatar devait permettre la conclusion d'un accord direct entre Kinshasa et le M23, avec pour objectif un cessez-le-feu permanent. Mais l'échéance fixée pour la signature a été dépassée sans résultat tangible, et aucun signe public de négociations sérieuses entre les deux parties n'a émergé.

Yvette Reine Boro Nzaba

## CYBERCRIMINALITÉ EN AFRIQUE

## Plus de 1200 arrestations dans une vaste opération d'Interpol

L'Organisation internationale de police criminelle (Interpol) a annoncé avoir mené, le 22 août, un coup de filet spectaculaire dans la lutte contre la cybercriminalité en Afrique. Avec l'arrestation de 1 209 individus et la saisie de près de 100 millions de dollars, l'opération Serengeti 2.0 met en lumière l'ampleur inquiétante des fraudes en ligne, des rançongiciels et des escroqueries aux cryptomonnaies.

L'opération Serengeti 2.0, menée entre juin et août, a vu la participation active des forces de police de 18 pays africains, ainsi que du Royaume-Uni, visant à contrer la croissance alarmante de la cybercriminalité sur le continent. Les méthodes de fraude ciblées dans ce coup de filet incluent l'utilisation de rançongiciels, des escroqueries en ligne, et la compromission de messageries électroniques professionnelles, indiquant des réseaux hautement organisés et sophistiqués. Interpol, dans son communiqué, souligne que ces activités criminelles ont des répercussions profondes sur la sécurité des entreprises et des individus dans la région.

Ce coup de filet a été réalisé dans le cadre de l'Opération conjointe africaine contre la cybercriminalité (AFJOC), un programme financé par le ministère britannique des affaires étrangères. Les résultats sont impressionnants : 11 432 infrastructures malveillantes ont été démantelées, et près de 88 000 victimes ont été identifiées, bien que leur origine n'ait pas été précisée. Un des cas évoqués concerne l'Angola, où les autorités ont découvert 25 centres de minage illégal de cryptomonnaies. Ces

installations, gérées par des opérateurs asiatiques, validaient illégalement des transactions sur la blockchain. De plus, la police a saisi 45 minicentrales électriques utilisées pour alimenter ces activités. Les autorités angolaises ont annoncé que ces équipements, d'une valeur estimée à 37 millions de dollars, seront désormais consacrés à améliorer la distribution d'électricité dans les régions touchées.

D'après les experts, cette opération marque un tournant dans la lutte contre la cybercriminalité en Afrique. Elle rappelle l'importance de la coopération internationale pour déceler et combattre ces réseaux criminels qui exploitent les vulnérabilités numériques. Les résultats de Serengeti 2.0 soulignent également la nécessité pour les pays d'investir davantage dans la sécurité informatique et la sensibilisation à ces problèmes croissants. Les défis restent cependant énormes, les cybercriminels continuant d'évoluer et de s'adapter aux nouvelles technologies. Les récentes arrestations, insistent les experts, doivent conduire à un effort concerté à long terme pour endiguer ce fléau de la cybercriminalité.

Fiacre Kombo

## COMÉDIE MUSICALE

## Hommage à la rumba congolaise

Dans le cadre de la cinquième édition des Soft Power Days qui aura pour thème « Patrimoine matériel et immatériel du Congo », le cercle de réflexion et d'action Ateliers citoyens du Congo (ACC) propose un projet musical et scénique inédit.

La comédie musicale rumba bolingo sera présentée, le 13 septembre prochain, à Pointe-Noire en clôture du salon socio-économique et culturel. Ce projet est un hommage vibrant à ce symbole identitaire et puissant levier de « Soft Power congolais ».

Inscrite au patrimoine immatériel de l'humanité par l'Unesco en 2021, la rumba congolaise est bien plus qu'un genre musical ou une danse : c'est une mémoire vivante, un langage culturel et un art de vivre. Elle porte en elle les traces du voyage forcé des peuples noirs lors du commerce triangulaire. Née de la danse traditionnelle « Nkumba » (la danse

du nombril), elle a traversé les océans, s'est métisée aux sonorités latines, avant de revenir en Afrique, transformée, enrichie et rebaptisée « rumba ».

Pour la tenue de cet événement, un casting a eu lieu pendant trois mois afin de finaliser celui des chanteurs, danseurs, chorégraphes et tous les corps de métiers nécessaires pour mener à bien cette ambition. Les répétitions ont eu lieu aux Ateliers Sahn.

D'après une idée originale de Marien Fauney Ngombé, les ACC ont mené ce projet en s'entourant des professionnels tels que Freddy Massaki pour les arrangements ou encore Stella chorégraphe



qui a fait le déplacement depuis la République démocratique du Congo. Comme le dit Maureen, responsable du projet Comédie musicale et membre des ACC : « Travailler à maintenir une cohésion dans le groupe

et s'assurer du respect de la direction artistique est un travail de chaque jour, chaque heure et de chaque minute. » Notons que, à ce jour, le casting est finalisé. Dans les rôles principaux, il y a Walo Boss Tino, Lebel

Les artistes retenus après le casting final/DR Kenko, Marie-Dominique et Berdricia. Une conférence de presse est prévue pour le 25 août à 9h au Pefaco pour parler des « Soft Power Days » et de rumba bolingo.

**Bruno Zéphirin Okokana**

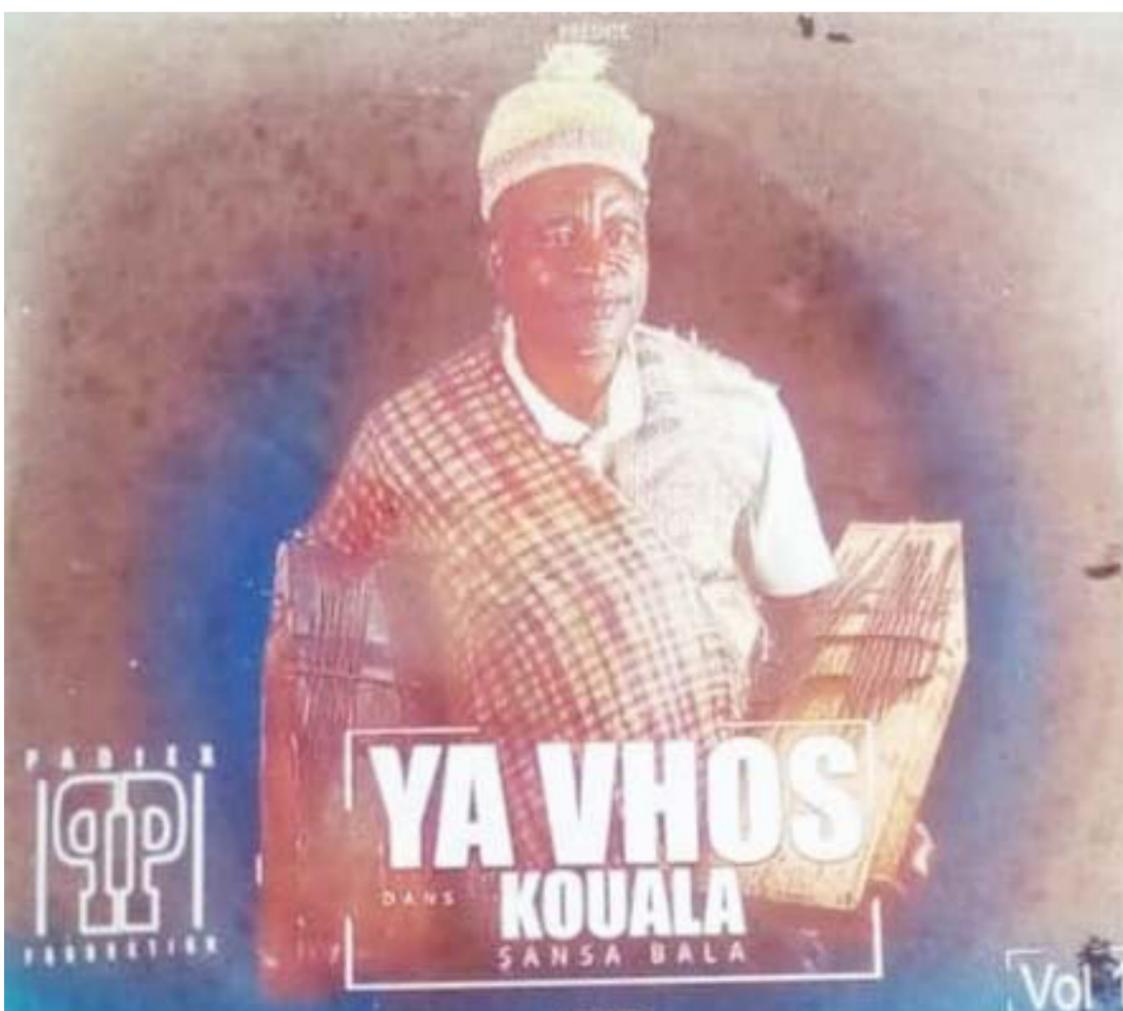
## DISPARITION

## Le musicien « Ya Vhos » conduit à sa dernière demeure

Décédé le 3 août des suites d'une longue maladie à l'âge de 70 ans, l'artiste musicien Henri Ndonga, dit « Ya Vhos », a été inhumé au cimetière de Djeno à Pointe-Noire en présence des parents, amis et connaissances éplorés.

Ya Vhos avait une passion pour la musique et un attachement pour un instrument « la sanza » dont il ne se séparait guère. Lors des concerts, bals populaires, animations et manifestations de tous genres, Ya Vhos égayait le public par ses chants langoureux et lyriques accompagnés du son de sa sanza. Une passion qu'il a su communiquer à sa progéniture : Mael Ndonga, son fils, et Reine Ndonga, sa fille.

Le public de la mythique salle du Centre culturel français « La Pagode » à l'époque, du Cercle culturel pour enfants, de l'Espace du trentenaire de Total, du Nganda Missafou à Mpaka ou de l'Espace CDB à Patra s'est aussi délecté aux sons de la musique de Ya Vhos dont les chants « Kuala Sansa bala », en référence au célèbre poisson très prisé dans les ménages, « le Chemin de non-retour », « Boueké » sont restés gravés dans les mémoires. Avec le virtuose du saxophone Mayekani Paul, dit « May Plau », et d'autres musiciens de Pointe-Noire, ils ont formé l'ensemble Sosaf (Sons des sages africains)



dans les années 2000. Ya Vhos fut aussi un excellent interprète des chansons des anciennes gloires de la musique, tels que Jacques Loubelo ou Antoine Moundanda.

Avec ses condisciples griots comme Ardos Massamba, Tata Bouesso, feu Maxime Kibongui, un ancien du groupe Les Cheveux Crépus, Christian Ouissyka, Brice Mizingu, le feu Papa Bouela, Ya Vhos fut l'un des animateurs de la fameuse soirée dénommée « La Nuit des griots » qu'organisaient annuellement le Cercle culturel pour enfants dans les années 2000.

Enseignant de formation, Ya Vhos fut aussi un animateur dévoué au sein des groupes et chorales de l'Eglise catholique à Pointe-Noire et fut à l'origine de la création de plusieurs fraternités dans cette confession religieuse. Récipiendaire du Prix Tchikounda de meilleur artiste griot du Kouilou dans les années 2000, Ya Vhos sort en 2018 son seul et unique single produit par Padiex. Adieu Ya Vhos que la terre te soit légère.

**Hervé Brice Mampouya**

## FÉCOFOOT

## La problématique des stades, sujet préoccupant

La Fédération congolaise de football (Fécofoot) a tenu, le 22 août, à son siège sa réunion ordinaire du Comité exécutif au cours de laquelle la Fécofoot a examiné la situation générale des stades et des compétitions tout en marquant son étonnement et son incompréhension face au refus du ministère des Sports de mettre à nouveau à sa disposition les installations sportives pour l'organisation des compétitions nationales.

Convoquée dans un contexte d'urgence, cette session avait pour but de faire le point sur les faits récents, analyser en toute objectivité les tensions actuelles et proposer une démarche responsable et constructive pour faire valoir les attributions de la Fécofoot dans le respect et l'intérêt supérieur du football congolais. « Depuis notre retour aux affaires, nous sommes aujourd'hui face à une situation préoccupante, les relations avec notre partenaire ne sont pas au beau fixe, car elles sont marquées par des actes qui vont à l'encontre du bon fonctionnement de notre institution et également de la mise en œuvre sereine de nos missions », a déclaré Jean Guy Blaise Mayolas. La décision du ministère empêche le ballon de rouler.

Le match de barrage pour accéder à la Ligue 1 qui devrait se jouer à Dolisie le 20 août n'a pas pu se disputer à la date prévue parce que les portes du stade étaient closes. La Fécofoot a donc décidé d'appliquer le plan B en reprogrammant la double confrontation opposant le Racing club de Brazzaville à l'Association sportive Ponténégrine le 23 août au Centre technique d'Ignié. « Il convient de rappeler qu'il existe une note de service n°0083/MSEP-CAB du 6 mars 2014 et une déclaration n°861/MSEP-CAB du 21 octobre 2016 signées entre le ministère des Sports et la Fécofoot autorisant notre institution à utiliser, pour une durée de 20 ans, les stades Alphonse-Massamba-Débat de Brazzaville, Municipal de Pointe-Noire et Paul Sayal Moukila de Dolisie. Ces autorisations s'inscrivaient comme une contrepartie de l'Etat à l'installation par la Fifa (Fécofoot) des pelouses synthétiques sur ces aires de jeu », a indiqué le communiqué final.

Dans la note autorisant la Fécofoot à utiliser le stade Alphonse-Massamba-Débat, il est indiqué : La Fédération congo-



La Fécofoot en pleine session du comité exécutif/DR

laise de football est autorisée à installer une pelouse synthétique sur l'aire de jeu de football du Complexe sportif Alphonse-Massamba-Débat. La Fécofoot est autorisée d'utiliser pendant vingt ans l'aire de jeu sus-indiquée, en conformité avec les textes réglementaires existants, régissant les relations partenariales entre le ministère des Sports et de l'Education physique et la Fécofoot. Elle précise que cette autorisation n'est ni une cession à quelque titre que ce soit, ni un échange de quelque nature que ce soit, ni un acte quelconque autre que celui autorisant l'installation du gazon synthétique et l'utilisation selon les dispositions de l'article 2. « Tout différend relatif à l'exécution de la présente autorisation sera réglé à l'amiable et notamment en application de l'autorisation souveraine de l'Etat », précise la note.

Dans la déclaration du 21 octobre 2016 dans laquelle le ministère des Sports alloue à titre gracieux l'ex-stade Denis-Sassou-N'Guesso, l'actuel Paul-Sayal-Moukila, à la Fédération congolaise de football pour une durée également de 20 ans afin d'y installer une pelouse synthétique, il est précisé : « Et que le terrain est

mis à la disposition prioritaire de la Fécofoot pour usage sportif. L'attribution de cette parcelle de terrain ne peut être révoquée avant l'expiration de la durée citée ci-dessus », précise la note signée par le Dr Léon Alfred Opimbat. Ces contrats arrivent à échéance en 2034 pour le stade Alphonse-Massamba-Débat et 2036 pour le stade de Dolisie.

#### La Fécofoot insiste sur le respect de ses droits fondamentaux

Mais le 13 juillet 2024, le directeur de cabinet de l'actuel ministre retirait à la Fécofoot tous ses droits en suspendant provisoirement l'autorisation d'occuper les stades, évoquant d'éventuels risques à l'ordre public au début de la crise qui a secoué la Fécofoot. « En considération de ce qui précède, face à d'éventuels risques de trouble à l'ordre public que pourraient entraîner les regroupements, dans les infrastructures sportives dédiées au football, par principe de précaution et sur les instructions de M. le ministre, je viens par la présente porter à votre connaissance la suspension provisoire de l'autorisation d'occuper les stades qui vous a été délivrée », indi-

quait le directeur de cabinet.

Ces stades, qui ont été mis à la disposition de la Commission ad hoc pour organiser son championnat, ne sont jusqu'à l'heure actuelle pas ouverts au comité exécutif rétabli par la Fédération internationale de football association pour relancer les compétitions. La date de la reprise de la Ligue 1 saison 2025-2026 étant programmée pour le 13 septembre. « Le comité exécutif a constaté la caducité de la note de suspension provisoire de l'autorisation d'occuper des stades prise par le directeur de cabinet du ministre des Sports, au regard de l'ordonnance de rétractation émanant de la Cour d'appel de Brazzaville et qui mettait fin à la crise traversée par la Fécofoot. Aujourd'hui, plus rien ne justifie donc l'interdiction d'occuper ces installations sportives », a souligné la Fécofoot.

Le comité exécutif de la Fécofoot a, par ailleurs, réitéré sa volonté de voir toutes les sélections nationales prendre part à des compétitions auxquelles elles sont engagées, notamment les éliminatoires de la Coupe du monde (Etats-Unis, Mexique, Canada), la Coupe du monde U20 dames, les éliminatoires de

la Coupe du monde U-17 zone Uniffac et les compétitions interclubs de la Confédération africaine de football. Il a insisté pour que les droits fondamentaux de la Fécofoot soient respectés, conformément à la note de service et à la déclaration autorisant l'occupation des stades.

Le comité exécutif a pourvu aux deux postes vacants Eudes Eric Mouandhalt et Hyppolite Okondzi Kongolo. « Ces deux propositions seront soumises à l'approbation de la prochaine assemblée générale », précise le communiqué. La Fécofoot a félicité les équipes de Ligue 1 et Ligue 2 ainsi que celles du football féminin qui ont respecté les dispositions statutaires en organisant leurs assemblées générales. La Ligue nationale de football et la Ligue nationale du football féminin vont procéder, selon le communiqué, à l'établissement des licences des dirigeants des clubs avant le début de la saison sportive prochaine. Le comité exécutif a enfin adressé ses vifs encouragements à l'équipe A' qui vient de prendre part à la phase finale du Championnat d'Afrique des nations, saluant l'engagement et l'esprit de sacrifice des joueurs.

James Golden Eloué

## TRANSFERTS

## Lorick Nana au Paris 13, premier contrat pro pour Loussilaho

Ça continue de bouger chez les binationaux de l'équipe qui avaient participé au tournoi Maurice Revello en juin dernier.

En effet, après Mounsesse (Quevilly-Rouen), Destin Banzouzi (Bourg-Péronnas), Philippe Ndinga (Degerfors/Suède) et Noah Maboulou (Nuremberg), Lorick Nana a également chan-

gé de club. e gaucher s'est en effet engagé en faveur du Paris 13, qui évolue en National 1 après avoir effectué un essai, durant lequel il a convaincu le staff gobelin. Il évoluait la saison dernière à Ilvamaddalena, avec lequel il a joué 23 matches de Série D (4e division) pour 3 buts et 1 passe décisive. Le défenseur latéral de 20 ans avait

pris part à deux matches avec les U20 de la diaspora à Toulon. Fils de l'ancien joueur congolais Joey Nana Nguimbi, Lorick Nana est passé par les équipes de jeunes du FC Tours et du Paris FC. Retour aux sources, donc, pour le natif d'Evry-Courcouronnes, dans l'Essonne. L'été a également été fructueux pour Lenny Dziki Loussilaho, qui a signé

son premier contrat pro avec l'US Dunkerque. Le latéral droit de 20 ans, aligné à quatre reprises au tournoi de Toulon, est désormais lié jusqu'en 2028 avec le club de Ligue 2.

Apparu sur le banc lors des deux premières journées, il n'a pas encore débuté en L2.

Camille Delourme

## FOOTBALL

## Le week-end des Diabes rouges et des Congolais de la diaspora en Europe

**Ligue des champions, match aller des barrages**

Pafos prend une option en s'imposant 2-1 sur le terrain de l'Etoile Rouge de Belgrade. Remplaçant, Mons Bassouamina est entré à la 73e. Buteur lors de sa première apparition, le 22 juillet, l'international congolais a, depuis, été utilisé avec parcimonie (3 entrées, 64 minutes de jeu).

Match retour le mardi 26 à Pafos.

**Ligue Europa, matches aller des barrages**

Reversé de Ligue des champions, Rijeka s'impose 2-1 face au PAOK Salonique. Avec Merveil Ndockyt remplacé à la 75e.

Match retour en Grèce le 27 août. Pour son entrée dans la compétition, Samsunspor s'incline en déplacement chez les Grecs du Panathinaikos (1-2). Titulaire, Antoine Makoumbou a été remplacé à la 88e.

**Match retour en Turquie le 26 août.**

L'AEK Larnaca chute chez les Norvégiens de Brann (1-2). Les coéquipiers de Jérémie Gnali, suspendu après son expulsion à Varsovie lors du 3e tour préliminaire, conservent toutefois une chance de qualification avant le match retour à Larnaka le 27 août.

**Ligue 1, 1re journée**

C'est la sensation de cette première journée : à 17 ans, Tylel Tati



Tout reste à faire pour Antoine Makoumbou et Samsunspor, battus chez le Pana (DR)

a fait ses débuts chez les pros face au PSG. Et si Nantes s'est incliné 0-1, le jeune défenseur n'a rien à se reprocher. Mieux encore, sa prestation a été saluée par les observateurs et la presse française. Le fils du Congolais Sambou « Bijou » Tati, président du club de Roissy-en-France, où a été formée la fratrie Pogba, a impressionné par son assurance et sa maturité. Très prometteur pour la carrière du natif de Champigny-sur-Marne, passé par l'INF et les sélections françaises U16 et

U17.

Strasbourg remporte le duel de l'Est sur le terrain de Metz (1-0). Si Junior Mwanga était titulaire au coup d'envoi, Dilane Bakwa est entré à la 56e. Lancé sur le côté gauche à la 83e, il centre en retrait pour Panichelli, unique buteur du match.

Junior Mwanga était lui aligné au poste de latéral droit, où il a livré un match sérieux, sans fioriture. Un an après, Bradley Locko retrouvait un terrain de Ligue 1. Le latéral gauche franco-congo-

lais était titulaire lors du match nul des Ty-Zefs face à Lille (3-3). Eloigné pendant de longs mois après une rupture du ligament du talon, l'ancien Rémois a été sérieux et appliqué mais n'a pas retrouvé le niveau qui était le sien avant sa blessure.

Daryll Bakola est entré à la 86e lors du revers de Marseille à Rennes (0-1).

Remplaçant, Rudy Nzingoula Matondo est entré à la 82e lors du succès d'Auxerre sur Lorient (1-0).

Promu ambitieux, le Paris FC manque ses débuts en Ligue 1 avec un revers 0-1 à Angers. Noah Sangui a rendu une pâle copie au poste de latéral gauche. Melvin Nzinga n'était lui pas dans le groupe angevin.

**Ligue Europa Conférence, matches aller des barrages**

Drita et Raddy Ovouka, titulaire, prennent une option en battant Differdange 2-1. Les champions du Kosovo se rendra au Luxembourg le 28 août.

Le Servette rapporte un point de Cracovie où les Ukrainiens du Shakhtar Donetsk recevaient pour leur match à domicile (1-1). Bradley Mazikou a joué toute la rencontre.

Lausanne est tenu en échec par les Turcs du Besiktas (1-1). Kévin Mouanga et Morgan Poaty étaient titulaires sur les deux flancs de la défense vaudoise. Poaty a été remplacé à la 90e+2.

**Match retour à Istanbul le 28 août.**

Sans ses Congolais (Makouana, Tomandzoto et Yoka), non convoqués, Polissy est balayé par la Fiorentina sur terrain neutre à Presov, en Serbie, sur le score de 0-3. Match retour en Italie.

Strasbourg concède le nul face à Brondby (0-0). Junior Mwanga était titulaire tandis que Dilane Bakwa est entré à la 62e.

Camille Delourme

**CHANGEMENT DE NOM**

On m'appelle Makouangou David junior.

Je désire désormais être appelé Wabo Makouangou David junior.

Toute personne justifiant d'un intérêt légitime pourra faire opposition dans un délai de trois (3) mois.

**NÉCROLOGIE**

C'est avec une profonde tristesse que la famille Ondongo-Soumbou vous annonce le décès de leur fille, cousine, soeur, tante, mère et grand-mère la veuve Ngandaloki née Ongouala Léonie Thérèse, agent du Centre hospitalier universitaire de Brazzaville à la retraite, survenu le 15 août 2025 à Brazzaville des suites d'une courte maladie.

La veillée mortuaire se tient au n°111, rue Mbomo à proximité de l'arrêt de bus «Trois voleurs».

Le programme des obsèques sera communiqué ultérieurement.

Que son âme repose en paix.

Les enfants M'Bissa, profondément attristés, ont la profonde douleur d'informer les parents, de France, du Gabon, de l'Angola et du Congo du décès de Mme Corentine Olga Rose épouse M'Bissa née Madzou, survenu le samedi 9 août 2024 à Paris, en France.

À Brazzaville la veillée se tient au domicile familial sis n°2004 rue Moukoulou, Plateau /Batignolles, derrière le siège d'Ecair.

Le programme détaillé des obsèques sera communiqué ultérieurement.



Armand Mahana a la profonde douleur d'annoncer aux parents, amis et connaissances le décès de son épouse Lydie Ikoka (maman Lydie), survenu le mardi 19 août 2025, au CHU de Brazzaville.

La veillée mortuaire se tient au n°14 de la rue Ndilou Boniface, quartier Asecna la Base. Réf : arrêt de bus Forage, non loin de la paroisse catholique Saint-Michel-de-la-Base.

Le programme et la date des obsèques seront communiqués ultérieurement.

## HUMEUR

## Le bruit des églises de réveil revient au galop

Lamentations et grincements de dents dans de nombreux quartiers de nos grandes agglomérations, en l'occurrence Brazzaville et Pointe-Noire, car la pullulation des églises de réveil a atteint un point de non-retour et le bruit a pris des proportions inquiétantes. Ces vacarmes s'entendent presque tous les sept jours de la semaine pour atteindre leur apogée surtout le dimanche dans toutes les assemblées religieuses des quartiers.

Et quand on se met à voir ce qui se passe dans ces églises, on sort de là quelquefois avec une grande déception, car à certains endroits le nombre de fidèles et de croyants ne dépasse pas une quarantaine, mais le bruit qui sort de là est extravagante. Et pourtant, le prédicateur ou le pasteur voire l'évangéliste peut utiliser un simple micro au lieu de placer des mégaphones et des amplis un peu partout dans le périmètre où se trouve l'église.

Encore que des responsables de ces lieux de culte savent pertinemment que ce « bruit » dérange toute la zone et le secteur, mais ils le font sciemment parce que, pour eux, ce bruit est un appât qui attire la clientèle, ce qu'ils appellent par des nouveaux « diamants », c'est-à-dire des athées ou des incroyables qui peuvent rapidement se convertir en percevant des forts décibels venant des haut-parleurs et des méga-phones placés au-dessus des voisins.

Ce bruit, non seulement attire la clientèle comme ils prétendent dire, mais rendent aussi beaucoup d'habitants des parcelles environnantes malades y compris eux-mêmes les croyants. Alors, comment sera à court ou à long terme l'organe auditif des enfants dont l'âge varie entre 4 et 7 ans qui reçoit régulièrement ces bruits incessants. Et de l'autre côté, comment un vieux du troisième âge souffrant de certaines pathologies reçoit-il ces bruits ? Est-ce que réellement ces décibels exagérés guérissent des malades comme ils prétendent le dire ? Réponse : non, au lieu de guérir, ces bruits augmentent des douleurs et font naître d'autres maux.

A dire vrai, ces gamins sont exposés aux diverses pathologies à cause de ces bruits de ces églises de réveil qui reviennent au galop. Et il est certain que des personnes habitant le périmètre de ces églises tombent constamment malades à cause de ces bruits incontrôlés. Ces bruits ne causent pas que du tort aux malades, mais aussi aux intellectuels de tout bord qui réfléchissent nuit et jour sur des divers sujets de la société. « Ne vous occupez pas de ce vieux, c'est un satan », des propos très dérangeants qui ont mis à mal un vieux habitant la parcelle voisine à l'église qui se plaignait du bruit qui devenait trop insupportable. Alors pour le pasteur de ladite église, se plaindre du bruit venant d'une église, c'est être identifié à un sorcier ou à un satan. Pire encore ces dirigeants des églises, là où ils habitent, sont le plus souvent des méchantes personnes qui digèrent très mal des bruits venant des parcelles environnantes. Il suffit de le vérifier dans la ville.

On se demande si n'importe quel médecin pourrait nous contredire à ce sujet, « si des bruits d'une grande intensité n'ont pas des effets néfastes sur la santé des citoyens ? ». En réalité, ces chefs religieux le savent pertinemment, mais ils le font exprès. C'est très regrettable !

Alors où est passée la mesure sur la réglementation des sonorités des églises de réveil ? Pourquoi ces méga-phones ? Est-ce que sans méga-phones, la parole enseignée ne parvient-elle pas aux oreilles des croyants et fidèles ?

Des chefs de blocs et de quartiers sont appelés à rappeler à l'ordre ces soi-disant apôtres, pasteurs et évangélistes des églises de réveil, car ce qui se passe est nuisible à la santé de tous y compris celle des fidèles et pasteurs eux-mêmes.

A bon entendeur, salut !

Faustin Akono

## FOOTBALL

## Le week-end des Diables rouges et des Congolais de la diaspora en Europe



Premier but en Super Lig turque pour Yhoan Andzouana (DR)

## Suisse, 1er tour de la Coupe

Lausanne se qualifie sans briller à Vevey (2-1). Kévin Mouanga et Morgan Poaty, entré à la 75e, étaient sur le banc au coup d'envoi, comme plusieurs titulaires habituels, en prévision du match de League Europa Conférence face à Besiktas, jeudi soir.

Christopher Ibayi était titulaire lors de l'élimination de Thoune chez les amateurs Breitenrain (0-1). Remplacé à la 68e.

Bradley Mazikou est resté sur le banc lors du succès du Servette face aux amateurs de Dardania (5-0).

## Turquie, 2e journée, 1re division

Passeur décisif lors de la première journée, Yhoan Andzouana se mue en buteur lors du succès de Konyaspor face à Gaziantep. Aligné au poste de latéral droit, l'international congolais est monté d'un cran après la sortie de Ndao à la 79e. Et à la 83e, il profite d'un long dégagement

de son gardien pour semer la défense adverse et trouver la lucarne opposée d'une frappe légèrement flottante. En supériorité numérique à partir de la 44e, Samsunspor prend trois points à Kocaelispor (1-0). Remplaçant, Antoine Makoumbou est entré à la pause. Averti à la 89e. Alanyaspor partage les points avec Rizespor (0-0). Gaius Makouta était titulaire et a joué l'intégralité du match.

## Turquie, 2e journée, 2e division

Réduit à dix à la 29e, l'Enseler Erokspor s'incline à Vanspor (0-1). Avec Francis Nzaba titulaire en défense.

Chandrel Massanga n'était pas dans le groupe d'Hatay, battu à Manisaspor (1-2). Une absence annonciatrice de son départ du club, relégué en deuxième division en mai dernier ?

## Ukraine, 3e journée, 1re division

Sans Béni Makouana, encore ab-

sent, Polissya s'incline face à Cherkasky (0-2).

**Ukraine, 4e journée, 3e division**  
Cinquième but en quatre matches pour Jerry Yoka qui marque le second but de la réserve du Polissya face au Nyva Vinnytsy (2-1).

**Borel Tomandzoto était également titulaire.**

## Kosovo, 1re journée, 1re division

Entrée manquée pour Drita, battu à Ferizaj (0-1). Raddy Ovouka était titulaire au sein de la défense du champion en titre.

## Lettonie, quarts de finale de la Coupe

Daugavpils est éliminé à domicile par Liepaja (1-2). Ceti Tchibinda et Trésor Samba étaient tous deux titulaires et ont été remplacés à la mi-temps.

## Macédoine, 2e journée, 1re division

Deuxième match sur le banc, sans entrer en jeu, pour Warren Tchimbembé, qui a ainsi assisté à la victoire du Vardar Skopje à Tikves (2-1).

Malte, 1re journée du tournoi d'ouverture, 1re division

Marsaxlokk bat Mosta 3-1. Christoffer Mafoumbi était titulaire dans les buts et a effectué plusieurs arrêts face à son ancienne équipe.

## Pays-Bas, 2e journée, 1re division

Après sa victoire 5-0 face à l'Excelsior, le NEC Nimègue confirme sa bonne forme en allant s'imposer 4-1 chez l'Heracles Almelo. Titulaire, Brayann Pereira a été remplacé dès la 29e par son entraîneur qui a fait un choix offensif après l'expulsion d'un adversaire.

## Pays-Bas, 2e journée, 2e division

Repos forcé pour Kévin Monzialo et Den Bosch qui devaient affronter le SBV Arnhem. Fondé en 1892 et habitué des compétitions européennes, ce club historique a été destitué de son statut professionnel par les instances néerlandaises et est donc forfait général.

## Russie, 5e journée, 2e division

Match nul entre l'Arsenal Tula et Yenisey (2-2). Erving Botaka Yoboma n'était pas dans le groupe de Tula, contrairement à Emmerson Illoy-Ayyet, aligné d'entrée de jeu.

## Serbie, 5e journée, 1re division

Le TSC s'incline 1-3 face à l'OFK Belgrade (1-3). De retour dans le groupe, Prestige Mboundou était titulaire. A la 36e, il sollicite un un-deux avec Torodoski et prend sa chance du gauche à l'entrée de la surface. Le cuir, contré, revient dans les pieds de Torodoski qui ouvre le score. Remplacé à la 78e, à 1-2.

Camille Delourme



## À LOUER

Au quartier Mbama à Baongo  
Maison avec  
3 chambres à coucher climatisées  
-Salle de bain  
-Cuisine  
-Salon  
-Toilette  
-Terrasse

N.B.: Seul dans la parcelle

CONTACT :

Mme Blanche

Tél.:

06 479 53 66

05 519 26 90

## COMMUNIQUÉ

MBENGUET MWERANDEMBI OKANDZE, demeurant à Makabandilou, informe le public avoir égaré un classeur de couleur bleu le 18 août 2025 dans un taxi circulant à Brazzaville.

Ce classeur contenait notamment :

- Diplômes originaux,
- Acte de naissance,
- Carte NIU
- Cartes bancaires,
- B ulletins de paie,
- Ainsi que divers documents administratifs importants.

Toute personne l'ayant retrouvé ou disposant d'informations est priée de bien vouloir le contacter au : 068478652 ou se rapprocher des autorités compétentes.

## COMMERCE DE BÉTAIL

## Le Tchad veut ravitailler l'Afrique centrale en viande fraîche

Nanti de plus de 136 millions de cheptel de bovins, le Tchad veut ravitailler le marché de l'Afrique centrale en viande fraîche, comme ce fut le cas par le passé.

Reçu en audience le 21 août à Brazzaville par le président du Sénat, Pierre Ngolo, l'ambassadeur de la République du Tchad au Congo, Abdel-Kerim Ahmadaye Bakhit, a exprimé le vœu de son pays de vouloir commercialiser sa viande dans la sous-région. « *Le Tchad compte 136 millions de têtes de bétail, au temps du tout premier président du pays, la viande tchadienne desservait l'Afrique centrale : Brazzaville, Pointe-Noire, Libreville par un cargo. C'est une viande saine et fraîche. On abat à 7h et à 10h-11h, la viande est à Brazzaville et à Pointe-Noire. Donc, n'est-il pas possible à ce que nous revenons sur cette pratique de l'époque pour que le Tchad puisse ravitailler en viande saine le Congo Brazzaville, voir la sous-région d'Afrique centrale ?* », a-t-il exprimé son vœu à la sortie d'audience.

Selon Abdel-Kerim Ahmadaye Bakhit, au lieu de faire venir toujours de la viande congelée un peu de partout, le Tchad est capable de nourrir ses voisins de la sous-région en leur faisant manger de la viande saine et fraîche.



Pierre Ngolo s'entretenant avec Abdel-Kerim Ahmadaye Bakhit/DR

### Renforcer la coopération bilatérale

S'agissant de la coopération bilatérale, l'ambassadeur du Tchad a salué l'excellence des relations existant entre son pays et le Congo depuis de longue date, notamment de l'Afrique équatoriale française dont la capitale fut Brazzaville. Porteur des salutations fraternelles et amicales du président du Sénat tchadien,

le Dr Haroun Kabadi, à son homologue congolais, il a souligné la nécessité d'échanger les expériences entre les Sénats des deux pays. « *Le Congo est plus avancé dans plusieurs contextes par rapport au Tchad. C'est en 2024 que le Tchad a mis en place la chambre du Sénat, sinon à l'époque nous n'avons qu'une chambre du Parlement et d'autres institutions de la*

*République. Donc, à travers l'expérience que le président du Sénat du Congo détient, nous cherchons à ce que le Tchad puisse s'en enquêter afin de nous permettre à mieux diriger et servir les différentes communautés de ses 23 provinces* », a poursuivi Abdel-Kerim Ahmadaye Bakhit.

En effet, le Sénat a été installé en mars 2025 après les élections

générales de 2024. C'est donc dans une position de bleu que le Tchad s'approche de son voisin congolais dans le contexte d'une coopération bilatérale. « *D'une manière très objective, le président du Sénat m'a rassuré, je transmettrai fidèlement à son homologue du Tchad qu'il est disposé à l'accueillir à Brazzaville dans le cadre de la formation ou des échanges afin de permettre à nos deux institutions de faire chemin ensemble* », a-t-il déclaré.

L'ambassadeur du Tchad en poste à Brazzaville s'est, par ailleurs, dit satisfait de l'annonce faite par Pierre Ngolo relative à la création d'une plateforme regroupant tous les Sénats d'Afrique. « *C'est un très bon principe que tous les présidents des Sénats africains dont le Gabon, la Centrafrique, le Congo, la Côte d'Ivoire... puissent créer un seul bloc pour essayer de ramener promptement la bonne direction de leur responsabilité vis-à-vis du mandat que leurs populations respectives leur ont confié* », a conclu Abdel-Kerim Ahmadaye Bakhit.

Parfait Wilfried Douniama

## MÉDIAS

## Des journalistes de plusieurs pays actualisent leurs compétences

La capitale russe a accueilli, du 17 au 22 août, des journalistes venus d'Afrique, d'Asie et d'Amérique pour une master class destinée à actualiser leurs connaissances. Pendant près d'une semaine, ces professionnels des médias ont découvert de nouvelles méthodes et outils pour enrichir leur pratique journalistique et s'adapter aux évolutions du métier.

Organisée par l'agence de presse russe Sputnik, cette formation a offert aux professionnels des médias l'occasion de se familiariser avec des techniques modernes et des outils pratiques pour perfectionner leur écriture et mieux capter l'attention des lecteurs.

Du choix des angles à l'adaptation du contenu sur le web et les réseaux sociaux, en passant par la vérification des faits, le séminaire a proposé des méthodes concrètes pour produire des articles plus engageants et fiables. « *À l'ère du numérique et de l'information instantanée, les journalistes doivent sans cesse actualiser leurs compétences. Les méthodes traditionnelles de rédaction ne suffisent plus face aux exigences croissantes du public et à la diversité des supports médiatiques. Se former devient ainsi un impératif pour rester pertinent et efficace* », a souligné Lydia Inda,

participante de la Tanzanie.

### L'initiative rappelle l'importance de la formation continue dans le journalisme.

En créant un espace d'apprentissage et d'échanges, le séminaire encourage les journalistes à rester curieux et flexibles. Il illustre l'urgence pour la profession de se connecter aux nouvelles pratiques et d'embrasser les transformations du paysage médiatique afin de continuer à informer avec qualité et pertinence. L'agence de presse Sputnik est une entité médiatique russe créée en novembre 2014 par le groupe d'État Rossiya Segodnya, sous l'impulsion du président Vladimir Poutine. Elle a été lancée dans le but de diversifier l'offre médiatique mondiale. Sputnik se distingue par sa structure multimédia internationale, opérant dans plus de 30 langues, dont l'anglais, le français, l'arabe, l'espagnol et le chinois. Elle propose des



Des journalistes posant devant l'agence Sputnik/DR

contenus via des sites web, des stations de radio et des émissions numériques.

### Partenariat avec l'Afrique

Dans le cadre de son expansion, Sputnik a développé des partenariats en Afrique, notamment avec des médias locaux tels que Les Dépêches de Brazzaville et La nouvelle République au Congo, le

Jeune Indépendant en Algérie et d'autres pays.

Ces collaborations incluent des sessions de formation pour les journalistes, abordant des sujets comme l'intelligence artificielle générative et son application dans le journalisme moderne.

Depuis le début du conflit entre l'Ukraine et la Russie en février 2022, Sputnik a été confrontée

à des sanctions internationales. L'Union européenne a interdit la diffusion de ses contenus, entraînant la liquidation de sa filiale française en mai 2022. Malgré ces restrictions, certaines versions régionales, comme Sputnik Afrique, restent accessibles en ligne, souvent via des adresses web alternatives.

Durly Emilia Kidissa Gankama